



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR UN BÉLARUS EUROPÉEN

Le drame qui se déroule aujourd'hui sous nos yeux au Bélarus concerne tous les Européens, unis par une communauté d'histoire et de destin. Dans les rues de Minsk, dans les usines, dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans les prisons de Loukachenko, les Bélarussiens démontrent avec courage et détermination leur capacité à affronter les épreuves et les tragédies. Celles-ci ont déchiré tout au long de l'Histoire un pays à plusieurs reprises démembré, occupé, terrorisé et traversé par des puissances étrangères.

Si la construction européenne a apporté durablement la paix à notre continent, aujourd'hui seul le Bélarus de Loukachenko refuse à son peuple le droit de s'exprimer librement, de choisir ses dirigeants démocratiquement et de vivre dans un état de droit. Elle reste ainsi l'unique pays du continent en dehors du Conseil de L'Europe et de la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme. Les souffrances du peuple biélorusse doivent enfin cesser.

C'est aujourd'hui face au pouvoir autoritaire d'un homme que se dresse le peuple bélarussien à la recherche de son émancipation démocratique, de son autonomie et de son retour dans une Europe garante des principes démocratiques essentiels et des droits humains élémentaires. En tant que fédéralistes, et ce depuis 2006 avec la campagne "Free Belarus" des Jeunes européens fédéralistes, nous soutenons le peuple bélarussien dans sa demande légitime d'une profonde et immédiate réforme politique conforme aux plus hauts standards démocratiques européens et internationaux.

Alors que l'Union européenne a décidé de ne pas reconnaître les résultats d'une élection présidentielle entachée de fraudes et d'irrégularités, nous demandons l'organisation d'élections libres et équitables au Belarus, avec des observateurs indépendants, et la libération des prisonniers politiques du Belarus. Ce n'est pas en s'affichant avec une Kalachnikov en bandoulière que Loukachenko convaincra de sa légitimité son peuple et la communauté internationale, mais par un processus démocratique, c'est à dire des élections libres et transparentes.

Nous soutenons également les déclarations de l'Union européenne visant à mettre en œuvre des sanctions individuelles contre les responsables à l'origine de la répression et des fraudes électorales, et du Conseil de l'Europe demandant le respect des standards internationaux en matière électorale, en particulier le Pacte international relatifs aux droits civils et politiques ratifié par le Bélarus, et proposant de soutenir le nécessaire processus de réforme. Ce moment ne doit pas non plus être à nouveau confisqué par des puissances étrangères, au risque de répéter encore une fois les errements du passé qui ont conduit cette région européenne dans les abîmes de l'Histoire. Plus de trente ans après la chute du mur de Berlin, les Bélarussiens doivent enfin pouvoir choisir librement leur destin et décider seuls s'ils souhaitent partager les valeurs démocratiques qui animent le reste du continent européen.